



Près d'un million de migrant-es franchiront les frontières de l'Union Européenne en 2015. Nous affirmons que ses 500 millions d'habitant-es sont capables d'accueillir dignement ces réfugié-es économiques, écologiques, politiques ou de guerre. A contrario, les représentant-es de l'Union Européenne s'acharnent à mettre en œuvre une politique de tri et de répression. Bilan provisoire : des milliers de morts, jamais autant de murs n'ont séparé les populations, le parlement Hongrois a même autorisé l'armée à tirer sur les migrant-es à condition que ce ne soit "pas mortel" (sic).

De l'argent pour le social, pas pour le capital !

Le pas à faire vers un accueil inconditionnel, tel que nous le revendiquons, est grand. Ce fossé a surtout été élargi par les politiques d'austérité des gouvernements successifs qui détricotent petit à petit le secteur social d'hébergement d'urgence. Nos syndicats, en lutte pour le maintien d'un service public de haut niveau depuis leurs créations, ne peuvent que condamner les "larmes de crocodiles" des partis accompagnant ce détricotage et/ou celles et ceux qui ont le culot de mettre en concurrence les précaires avec ou sans-papiers. C'est oublier les cadeaux sans contreparties faits au patronat et le transfert de budget vers l'armée au détriment du logement et de la santé.

Solidarités entre les travailleurs avec ou sans-papiers

Face à des situations sanitaires et sociales dramatiques, nous saluons les luttes des migrant-es qui se regroupent, s'organisent et revendiquent. Nos militant-es sont parmi celles et ceux des nombreux habitant-es et organisations qui se mobilisent pour les soutenir sur le terrain et pour imposer un accueil digne. Depuis cet été, face à la pression, le gouvernement bricole avec les associations gestionnaires des hébergements temporaires, parfois inadaptés, en espérant que la pression se tasse pour pouvoir ensuite en expulser un maximum. Les travailleur-euses sociaux font face depuis plusieurs années à une situation de pénurie, travaillent à flux tendu et sans marge de manœuvre. Elles et ils payent eux aussi des choix politiques : par la dégradation de leurs conditions de travail et la diminution de leurs revenus.

Pas de criminalisation du mouvement social

La succession d'expulsions, de tabassages, de gazages des migrant-es et de leurs soutiens cet été ne sont que la continuité d'une politique répressive comme l'illustre la situation de Calais. La répression est aussi pratiquée juridiquement, à la demande de la mairie de Paris, le tribunal administratif vient d'ordonner l'expulsion des migrant-es ayant trouvé refuge dans le lycée désaffecté Jean-Quarré à Paris. A Toulouse, un propriétaire d'HLM a demandé l'expulsion de migrant-es d'une barre inoccupée (et le paiement des arriérés de loyers...). Des militant-es, dont deux camarades de SUD cultures, sont accusé-es de séquestration par l'association Emmaüs Solidarités et passeront en correctionnelle début octobre. Plus que jamais, nous exigeons l'arrêt des politiques répressives et de la criminalisation du mouvement social !

nous revendiquons :

- des papiers et un logement pour toutes et tous (réquisition des logements et bureaux vides, baisse des loyers),
- l'harmonisation par le haut des politiques sociales au niveau européen,
- la liberté de circulation, d'installation et l'élaboration d'une politique migratoire impliquant les syndicats, les organisations des droits de l'Homme...

actions :

- soutenir les occupations des migrant-es,
- interpeller les patron-nes de l'hébergement d'urgence sur leurs choix et leurs collusions avec les pouvoirs publics,
- travailler avec les syndicats et associations au niveau européen pour infléchir la politique européenne,
- se rendre au rassemblements de soutien aux inculpé-es de sud Culture.